L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 10 JUIN 1890.

PETITES ANNONCES.

ACADÉMIE française, compagnie et abonnements (au collège de Dolbear) No 203 rue Canal.

Enseignement de la langue anglaise aux étrangers par une nouvelle méthode. Conversation. Pas de classe. Leçons particulières. Dames et messieurs. 9 heures du matin à 9 heures du soir. 9 avril—

TROUVÉE—Une jeune vache, tigré, une corne coupée, et également une truie noire, sont entrées chez moi, au Bayou St-James près du canal Marigny. Le propriétaire est prié de venir les réclamer en payant les frais d'annonce. Jean Maleoq. 10 juin—3f

ON DEMANDE.

A ACHETER un jeune cheval de 15 mains, à la fabrique d'eau de seltz J. B. Juaqua, 27 Bienville. 8 juin—3f

A LOUER.

L'HOTEL Cosmopolitan, rue Royale, près Canal. S'adresser à J. B. Solari. 8 juin—1m

UNE maison ayant deux appartements à feu, deux cabinets et une salle à manger. Deux chambres dans la cour. Loyer \$17 par mois. La maison est située rue St-Claude près de l'encoignure Ursulines No 264. S'adresser 203 rue Broad. 3 juin—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Jesse K. Bell.

COUR CIVILE DE DISTLICT pour la paroisse d'Orléans—No 28,094—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Mary E. Bell, exécutrice testamentaire, et John H. Menge, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

B. A. LUMINAIS,
7 juin—7 11 15 Greffier.

Succession de Jacob Schwenck.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 26,038—Division B. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Wilhelmina C. Schwenck, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

B. A. LUMINAIS,
5 juin—5 10 14 Greffier.

Succession de Philip McGivney et Ann McGivney en femme, consolidée.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 26,271.—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final et la liste de distribution présentés par Mrs. J. McLean, syndic des créanciers dans cette affaire, ne seraient pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément aux dits compte et tableau.

Par ordre de la Cour.

B. A. LUMINAIS,
5 juin—5 10 14 Greffier.

Succession de James M. Kinberger et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 26,273—Division E—Attendu que E. M. Rusha a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans cette succession de feu James M. Kinberger, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles ledit requérant ne serait pas fait droit à la dite pétition.

B. A. LUMINAIS,
1er juin—1 5 10. Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 30,395—Division C—Michael Hackett vs. Joseph Vaccaro et D. J. Tortorich, comme membres de la dite raison sociale et individuellement, et Créanciers, Ordre de Cour. Considérant la soumission des pétitionnaires aux exigences de la loi; il est ordonné—Que la pétition de Vaccaro, Tortorich, comme raison sociale, et de Joseph Vaccaro et Dominick J. Tortorich, comme membres de la dite raison sociale et individuellement, faisant application pour un répit, soit entérinée, et qu'une liste des créanciers des dits pétitionnaires soit convoquée et tenue par devant Ferdinand Kirchner, notaire, le 5 AOUT, 1890, à 11 heures A. M., dans le but de voter sur l'application des dits pétitionnaires, devant leur être accordé ou refusé, et dit bon répit, dans lequel ils puissent payer leurs obligations en trois versements égaux, et pour telles autres raisons que la loi pourra autoriser, et que tous les créanciers connus à la dite réunion des créanciers, et que dans l'intervalle toutes procédures contre les personnes et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues, et que A. G. Sandford, Jr., y avocat, soit nommé avocat pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 juin 1890.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

8 juin—5 8 25—juil 12

D. J. Searey & Co. vs leurs Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 27,632—Division B—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final et la liste de distribution présentés par Mrs. J. McLean, syndic des créanciers dans cette affaire, ne seraient pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément aux dits compte et tableau.

Par ordre de la Cour.

B. A. LUMINAIS,
5 juin—5 10 14 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 29,023—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final et la liste de distribution présentés par Mrs. J. McLean, syndic des créanciers dans cette affaire, ne seraient pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément aux dits compte et tableau.

Par ordre de la Cour.

B. A. LUMINAIS,
5 juin—5 10 14 Greffier.

Succession de James M. Kinberger et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—Division E—No 29,034—Attendu que E. M. Rusha a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans cette succession de feu James M. Kinberger, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles ledit requérant ne serait pas fait droit à la dite pétition.

B. A. LUMINAIS,
1er juin—1 5 10. Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 30,375—Division C—Michael Hackett vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens ici faits par Michael Hackett soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; qu'une réunion de ces créanciers soit tenue pardevant W. F. Brewer, notaire, le 24me jour de juin 1890, à 11 heures A. M., dans le but d'entendre et de voter sur l'application du pétitionnaire pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens de Philip Thompson soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1890.

(Signé) FRED D. KING, Juge.

Que E. S. Dubuisson, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 28 mai 1890. F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

24 mai—24— juin 10 24

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de district pour la paroisse d'Orléans—No 26,260—Division B—Jacob Hoffman vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de la présente actionnaire soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers; qu'une réunion de ces créanciers soit tenue pardevant W. F. Brewer, notaire, le 24me jour de juin 1890, à 11 heures A. M., dans le but d'entendre et de voter sur l'application du pétitionnaire pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens de Jacob Hoffman soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 7 juin 1890.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

7 juin—7 11 15

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de district pour la paroisse d'Orléans—No 29,080